

DEPARTEMENT DE L'AIN – COMMUNE DE NANTUA

REF : CDV – N° 2023-25

THEME : COMMANDE PUBLIC - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

OBJET : CAMPING LE SIGNAL – APPROBATION DU CONTRAT 2023

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 3 AVRIL 2023

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 27 mars 2023, le Conseil municipal s'est réuni le 3 avril 2023 à 19 h 00, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire.

**PRÉSENTS** = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Jean-Michel LEGRAND, Olivier ROBIN, Jean-Henri LAURENT, Christophe BLANC, Bertrand BONNAMOUR, Suzy CASSAR, Sylvie CHARDEYRON, Annie COLOMB, Denis COLLET, Radikah JUMMUN, Eric TRINQUET,

Formant la majorité des membres en exercice.

**Absents excusés :**

Nathalie TISSOT donne pouvoir à Suzy CASSAR

Nathalie ROMANET donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET

Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE

Umus PERRONE donne pouvoir à Sylvie CHARDEYRON

**Absents non excusés :**

Mihrican AVCI

Brigitte LIMODIN

Thomas GIRARD

Le Maire rappelle au conseil municipal que la gestion du camping a été confié pour l'année 2022 à la société SARL OLYDEA LE SIGNAL.

Le Maire propose au conseil municipal de reconduire l'exploitation du camping au délégataire SARL OLYDEA LE SIGNAL pour l'année 2023 à titre exceptionnel, car pour l'année 2023, comme il était convenu, la commune n'a pas pu faire le lancement d'une nouvelle procédure de mise en concurrence permettant le cas échéant la désignation d'un nouvel exploitant pour la continuité du service public.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, À 15 VOIX POUR et 1 VOIX D'ABSTENTION DE SES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS,

- **APPROUVE** la délégation pour l'exploitation du camping à la société SARL OLYDEA LE SIGNAL.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le contrat.
- **S'ENGAGE** à l'ouverture d'une délégation de service public réglementaire pour 2023.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt

en Sous-préfecture de Nantua le

Publication ou affichage le

Jean-Pascal THOMASSET

Maire de Nantua

Le Maire,  
Jean-Pascal THOMASSET



Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Ma ville

Ma ville

## GESTION DELEGUEE DU CAMPING MUNICIPAL PAR VOIE D'AFFERMAGE

### CONTRAT

*Mairie de Nantua*  
*1, rue de l'Hôtel de ville*  
*BP 33*  
*01130 NANTUA*  
[\*mairie@nantua.fr\*](mailto:mairie@nantua.fr)

Entre

**La Commune de NANTUA (01130)**, domiciliée Mairie de Nantua, 1 rue de l'Hôtel de Ville, 01130 NANTUA, représentée par son Maire en exercice Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, dûment habilité à l'effet de signer les présentes en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 4 avril 2022.

**Ci-après « l'autorité délégante » ou « la Collectivité » d'une part,**

Et

**La Société OLYDEA le Signal**, Sarl au capital de 1 000 euros numéro siren 919627216  
Ayant son siège social 2 square Bardeen 85300 CHALLANS  
Représentée par Monsieur Marc LEGRAND - Gérant

Elisant domicile au titre du présent contrat à l'adresse suivante : Camping **Le Signal**,  
Avenue du Camping à NANTUA (01130).

**Ci-après « le Déléataire » d'autre part,**

## SOMMAIRE

<b><u>PREAMBULE</u></b>	6
<b><u>CHAPITRE I. - OBJET ET ETENDUE DE LA DELEGATION</u></b>	6
<b><u>Article 1.1. — Périmètre de la délégation</u></b>	6
<b><u>Article 1.2. — Objet</u></b>	7
<b><u>Article 1.3. — Engagements de la Collectivité</u></b>	8
<b><u>Article 1.4. — Intuitu personae</u></b>	8
<b><u>Article 1.5. — Prise d'effet - Durée du contrat</u></b>	8
<b><u>1.5.1 — Prise d'effet</u></b>	8
<b><u>1.5.2 — Durée</u></b>	8
<b><u>1.5.3 — Prorogation</u></b>	9
<b><u>Chapitre 2. — CONSISTANCE DU PROJET TOURISTIQUE</u></b>	9
<b><u>Article 2.1. — Rencontres entre la Collectivité et le Délégué</u></b>	9
<b><u>Article 2.2. — Promotion du Camping par le Délégué</u></b>	9
<b><u>Article 2.3. — Fête de la Saint Michel</u></b>	10
<b><u>Article 2.4. — Activités annexes</u></b>	11
<b><u>Chapitre 3. — INVESTISSEMENTS ET MAINTENANCE DES INSTALLATIONS</u></b>	11
<b><u>Article 3.1. — Remise des biens</u></b>	11
<b><u>Article 3.2. — Remise des ouvrages en cours de contrat</u></b>	11
<b><u>Article 3.3. — Tenue de l'inventaire</u></b>	12
<b><u>3.3.1. Biens de retour</u></b>	12
<b><u>3.3.2. Biens de reprise</u></b>	12
<b><u>3.3.3. Biens propres</u></b>	13
<b><u>Article 3.4. — Travaux résultant des visites de sécurité</u></b>	13
<b><u>Article 3.5. — Entretien et maintenance des biens</u></b>	13
<b><u>Article 3.6. — Grosses réparations et renouvellement des biens</u></b>	14
<b><u>Article 3.7. — Les travaux de premier établissement</u></b>	15
<b><u>Chapitre 4. — CONDITIONS D'EXPLOITATION</u></b>	15
<b><u>Article 4.1. — Dispositions générales</u></b>	15
<b><u>Article 4.2. — Obligation de qualité et de continuité du service</u></b>	16
<b><u>Article 4.3. — Périodes et horaires d'ouverture</u></b>	17
<b><u>Article 4.4. — Continuité du service</u></b>	18
<b><u>Article 4.6. — Accueil des personnes handicapées ou à mobilité réduite</u></b>	18
<b><u>Article 4.7. — Respect de la réglementation</u></b>	18
<b><u>Article 4.8. — Règlement intérieur</u></b>	19
<b><u>Article 4.9. — Personnel</u></b>	19

<u>Article 4.10. — Conventions passées avec des tiers</u>	19
<u>Article 4.11. — Responsabilités et assurances</u>	20
<u>4.11.1 — Étendue de la responsabilité du Délégataire</u>	20
<u>4.11.2 — Assurances</u>	20
<u>4.11.3 — Responsabilités et assurances de la Collectivité</u>	22
<b>Chapitre 5. — DISPOSITIONS FINANCIERES</b>	22
<u>Article 5.1. — Politique tarifaire</u>	22
<u>Article 5.2. — Rémunération du Délégataire</u>	23
<u>Article 5.3. — Redevance</u>	23
<u>Article 5.5. — Charges d'exploitation</u>	24
<u>Article 5.6. — Taxes : TVA, taxe de séjour, autres charges</u>	24
<u>Article 5.7. — Réexamen des conditions financières</u>	25
<b>Chapitre 6. — CONTROLE EXERCE PAR LA COLLECTIVITE</b>	25
<u>Article 6.1. — Objet du contrôle</u>	25
<u>Article 6.2. — Exercice du contrôle</u>	25
<u>Article 6.3. — Obligations du Délégataire</u>	26
<u>Article 6.4. — Rapport annuel du Délégataire</u>	26
<u>Article 6.5. — Rapport annuel du Délégataire : compte-rendu technique</u>	27
<u>Article 6.6. — Rapport annuel du Délégataire : compte-rendu financier</u>	27
<u>Article 6.7. — Livres de commerce et comptabilité</u>	28
<b>Chapitre 7. — GARANTIES, SANCTIONS, CONTENTIEUX</b>	28
<u>Article 7.1. — Caution</u>	28
<u>Article 7.2. — Sanction pécuniaire : Pénalités</u>	28
<u>Article 7.3. — Sanction coercitive : la mise en régie provisoire</u>	29
<u>Article 7.4. — Sanction résolutoire : la déchéance</u>	30
<u>Article 7.5. — Election de domicile</u>	30
<u>Article 7.6. — Jugement des contestations</u>	30
<b>Chapitre 8. — FIN DU CONTRAT</b>	31
<u>Article 8.1. — Continuité du service en fin de contrat et absence de clientèle propre</u>	31
<u>Article 8.2. — Remise des installations en fin de contrat</u>	31
<u>Article 8.3. — Remise des plans, fichiers et des documents informatiques et RGPD</u>	32
<u>8.3.1 — Remise des plans, fichiers et des documents informatiques</u>	32
<u>8.3.2 — RGPD</u>	32
<u>Article 8.4. — Reprise des biens</u>	33
<u>Article 8.5. — Personnel du Délégataire</u>	34
<u>Article 8.6. — Régularisation de TVA</u>	34
<u>Article 8.7. — Résiliation pour motif d'intérêt général</u>	34

<a href="#">Article 8.8. — Résiliation amiable</a>	35
<a href="#">Article 8.9. — Documents annexes</a>	36

## PREAMBULE

Le camping « *Le Signal* », propriété de la Commune de NANTUA (01130), est situé sur le territoire de la Commune, à 500 mètres du lac de Nantua, au bord de la rivière Le Merloz.

D'une capacité actuelle d'accueil de 39 emplacements et de 3 habitations légères de loisirs (chalets/ bungalows), il bénéficie d'un classement en catégorie deux étoiles.

La gestion de ce camping municipal a donné lieu à la conclusion de contrats de délégation de service public dont le dernier en date a été signé en 2016 pour une durée de 6 ans à compter du 1<sup>er</sup> février 2016 et a donc pris fin le 1<sup>er</sup> février 2022. Le titulaire du contrat, exploitant le camping du Signal depuis 10 ans, a informé la Commune qu'il ne souhaitait pas la prolongation de son contrat.

Dans l'attente du lancement d'une nouvelle procédure de mise en concurrence permettant le cas échéant la désignation d'un nouvel exploitant et afin d'assurer l'ouverture du camping pour la saison débutant le 15 avril 2023, le conseil municipal de NANTUA, réuni le 3 avril 2023, a décidé de confier l'exploitation du camping au Déléataire identifié en tête des présentes.

Il est précisé à cet égard que :

- ✓ La valeur estimée du présent contrat est inférieure au seuil européen de 5 382 000 € HT ;
- ✓ La durée du présent contrat a été fixée au regard du délai de passation nécessaire à l'éventuelle procédure de mise en concurrence dont le principe sera soumis à l'approbation du conseil municipal de la Commune de NANTUA ;
- ✓ Le Déléataire dispose de références et compétences de nature à garantir la continuité et le développement du service dans l'attente de l'issue de la procédure de consultation.

Ceci exposé, il a été convenu de ce qui suit.

## CHAPITRE I. - OBJET ET ETENDUE DE LA DELEGATION

### Article 1.1. — Périmètre de la délégation

Le périmètre de la délégation correspond aux surfaces exploitables, telles que délimitées sur le plan joint en annexe 1 — Plan de situation, plan de situation cadastral, plan du site.

Le camping municipal **Le Signal** se compose de :

- 39 emplacements,
- 3 habitations légères de loisirs (HLL) de type bungalows ou chalets,
- 2 blocs sanitaires,
- Des terrains aménagés pour les activités de pétanque, jeux d'enfants
- Un court de tennis est mis à disposition du camping par la Commune, en concertation avec le club de tennis.
- Un bâtiment avec accueil, salle de restauration de 100 convives, logement de fonction à l'étage. Le contrat intègre aussi la licence IV liée à l'exploitation de la restauration.

Par le présent contrat, la Collectivité met à disposition du Déléataire les installations précitées du camping **Le Signal**.

Compte tenu de leur affectation à un service public (activités touristiques), le camping **Le Signal** relève du domaine public de la Ville de NANTUA, conformément aux dispositions de l'article L.2111-1 du Code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP).

#### **Article 1.2. — Objet**

La Collectivité confie au Déléataire la gestion, l'exploitation, l'entretien et l'animation de son camping municipal « Le Signal » et de ses équipements associés définis à l'Article 1.1, dans le cadre d'un contrat de concession de service public au sens des dispositions des articles L.1121-1 du Code de la commande publique et de l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article L. 1411-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Le présent contrat de concession constitue une délégation de service public de type affermage.

A ce titre, le Déléataire est seul responsable du bon fonctionnement du service public délégué qu'il exploite à ses seuls frais et risques, en se rémunérant directement auprès des usagers du service, conformément aux dispositions du présent contrat.

Il s'engage à garantir la qualité de ce service et devra proposer au minimum un niveau de prestations conforme à un camping 2 étoiles.

Le Déléataire s'engage à assurer la meilleure gestion possible de cet équipement en valorisant le caractère de « service public » des activités correspondantes.

### **Article 1.3. — Engagements de la Collectivité**

La Collectivité s'engage à :

- Mettre à disposition du Déléataire l'ensemble des biens entrant dans le périmètre de la délégation libres de toute occupation, selon procès-verbal à établir contradictoirement ;
- Assurer une jouissance paisible des biens utilisés par le Déléataire au titre du présent contrat et à respecter les missions du Déléataire ;
- Prendre les mesures nécessaires pour faire respecter par les tiers concernés les droits et obligations résultant du présent contrat ;
- Permettre l'utilisation gracieuse des images, photos, appellations, marques et reproductions du site, pour la promotion, la communication et la commercialisation ;
- Autoriser la création et la diffusion d'éditions et de produits.

### **Article 1.4. — Intuitu personae**

Pendant la durée du présent contrat, le Déléataire dispose d'un droit personnel et exclusif d'assurer l'exploitation du service objet du présent Contrat et des installations mises à sa disposition à cet effet.

Le Déléataire a seul le droit d'utiliser les ouvrages et installations nécessaires à l'exploitation du service.

La subdélégation totale de la gestion du service est interdite. La subdélégation d'une partie du service est soumise à l'agrément de la Collectivité sous la forme d'un avenant au présent contrat.

La cession totale ou partielle du présent contrat est soumise à l'accord préalable de la Collectivité portant à la fois sur les conditions de la cession, la qualité et les garanties professionnelles et financières du cessionnaire sous la forme d'un avenant au présent contrat. Elle intervient conformément aux dispositions de l'article R.3135-6 du Code de la commande publique.

### **Article 1.5. — Prise d'effet - Durée du contrat**

#### **1.5.1 — Prise d'effet**

Le présent contrat prend effet à compter du 15 avril 2023.

#### **1.5.2 — Durée**

La durée du présent contrat est d'un an, à compter de la date de prise d'effet, avec possibilité de reconduction pour une durée supplémentaire maximum de 6 mois sur décision de la Collectivité notamment pour permettre l'achèvement de la procédure de consultation mise en œuvre pour désigner le nouvel exploitant après mise en concurrence.

Conformément aux dispositions des articles L.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, le Délégataire ne dispose d'aucun droit au renouvellement ou à la reconduction du contrat pour la durée supplémentaire de 6 mois, ni au versement d'une indemnité quelconque à l'échéance normale du contrat avec ou sans reconduction.

### *1.5.3 — Prorogation*

Le présent contrat pourra être prorogé, à l'initiative de la Collectivité, dans les conditions prévues par les dispositions des articles R.3135-1 et suivants du Code de la commande publique.

## **Chapitre 2. — CONSISTANCE DU PROJET TOURISTIQUE**

### **Article 2.1. — Rencontres entre la Collectivité et le Délégataire**

La Collectivité et le Délégataire prennent acte du caractère particulier du service public touristique, qui nécessite des adaptations fréquentes.

C'est pourquoi la Collectivité et le Délégataire décident d'organiser des rencontres régulières, et notamment :

- Une réunion annuelle de bilan en décembre, pour analyser les résultats de l'année précédente au vu du rapport du Délégataire ;
- Une réunion annuelle de programmation, pour définir le programme de l'année suivante ainsi que le programme de renouvellement des investissements prévus par la collectivité ;
- Des rencontres à la demande des deux parties en tant que de besoin.

### **Article 2.2. — Promotion du Camping par le Délégataire**

Le Délégataire a en charge le développement de la clientèle du camping et son démarchage, par tous moyens appropriés : communication « papier » (présence sur les guides français et européens de camping), présence éventuelle sur les portails français et européens du web...

Il doit pouvoir présenter sur demande de la Collectivité les preuves de ses efforts en matière de communication (photocopie des encarts, factures insertions...).

L'ensemble des documents établis par le Délégué au titre de la communication sont transmis, pour information, à la Collectivité délégante. Cette dernière peut, par décision expresse et motivée du Maire, s'opposer à la diffusion d'un document qui lui paraîtrait porter atteinte à l'image du site, en informant sans délai le Délégué.

Il appartiendra au Délégué d'adhérer aux structures assurant la promotion touristique du territoire et notamment à l'Office de Tourisme Intercommunal Haut-Bugey.

Le Délégué s'engage à participer à des réunions, formations, congrès ou salons, organisées par la Fédération Régionale de l'Hôtellerie de Plein Air, à laquelle il adhère.

### **Article 2.3. — Fête de la Saint Michel**

A l'occasion de la fête patronale de la Saint Michel (fin septembre), le Délégué est tenu d'accueillir dans l'enceinte du camping les caravanes des forains participant à cette manifestation et déclarés auprès de la Police Municipale.

Les forains bénéficient pendant 6 jours consécutifs d'un tarif forfaitaire réglés directement auprès du Délégué. Le montant de ce forfait est fixé par le Conseil municipal.

La Commune verse au Délégué sur présentation d'un décompte certifié sincère, le même montant de forfait par caravane présente au camping pendant cette période de 6 jours.

Au-delà de ces 6 jours, les forains acquittent directement auprès du Délégué les tarifs en vigueur correspondants à leur séjour.

La Collectivité s'engage à informer les forains de ces conditions au moment de leur inscription pour la fête.

Comme tout autre usager du camping, les forains sont tenus de respecter le règlement intérieur du camping et de s'acquitter des sommes dues pour leur séjour. En cas de litige, la Collectivité apportera son concours au Délégué pour faire appliquer le règlement intérieur au sein du camping.

En cas de dégradation importante, la responsabilité de la remise en état reste à la charge de la Collectivité.

#### **Article 2.4. — Activités annexes**

Le Délégataire est autorisé à exploiter sur le site mis à sa disposition, des activités commerciales annexes, qui ne nuisent pas au bon fonctionnement du site et du service public délégué.

Le Délégataire en informe la Collectivité qui peut s'y opposer, par décision expresse et motivée, dans un délai d'un mois suivant cette information.

### **Chapitre 3. — INVESTISSEMENTS ET MAINTENANCE DES INSTALLATIONS**

#### **Article 3.1. — Remise des biens**

Le Délégataire doit prendre les ouvrages, immeubles, équipements et mobiliers dans l'état où ils se trouvent.

Au moment de l'entrée en jouissance, et avant tout emménagement ou intervention du Délégataire dans les locaux et sur le site, un état des lieux est dressé contradictoirement entre les parties, à la requête du Délégataire. L'entrée en jouissance s'effectue à la date d'établissement de l'état des lieux.

Faute de cette précaution, tous les ouvrages, immeubles et équipements sont réputés pris en bon état à la date d'effet du contrat.

#### **Article 3.2. — Remise des ouvrages en cours de contrat**

Les ouvrages et installations réalisés postérieurement à l'entrée en vigueur du présent contrat par la Collectivité sont remis au Délégataire et font partie intégrante du périmètre de la délégation. La remise est constatée par un procès-verbal signé des deux Parties et accompagné le cas échéant des notices d'utilisation et d'entretien des ouvrages.

Dès la remise, le Délégataire doit assurer l'exploitation régulière du service. Si les travaux permettent une mise en service par étapes, la Collectivité peut, après réception partielle, les remettre au Délégataire dans les mêmes conditions. Le Délégataire complète l'inventaire du service à chaque mise en service d'un ouvrage nouveau.

Le Délégataire est invité à assister aux réceptions et autorisé à présenter ses observations qui sont consignées au procès-verbal.

### Article 3.3. — Tenue de l'inventaire

Dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent contrat, les parties réalisent, ensemble un inventaire contradictoire des biens objet de la délégation.

Les biens objet de la délégation sont classés en trois catégories : biens de retour, biens de reprise et biens propres.

#### 3.3.1. *Biens de retour*

Ils se composent des terrains, bâtiments, ouvrages, installations, biens immobiliers, par nature ou par destination, mis à disposition du Délégataire par la Collectivité à la date de prise d'effet du présent contrat. Ces biens appartiennent à la Collectivité. En fin de Délégation, ces biens reviennent obligatoirement à la Collectivité. Ce retour est gratuit, à l'expiration normale du présent contrat.

Certains ouvrages ou aménagements immobiliers réalisés par le Délégataire constituent des biens de retour s'ils sont indispensables à l'exécution du service public délégué. S'ils ne sont pas totalement amortis en fin de contrat, la Collectivité versera au Délégataire, après la remise des biens, une indemnité correspondant à leur valeur nette comptable.

Les objets mobiliers et le matériel qui existent dans le camping, qui appartiennent à la Collectivité et qui sont mis à la disposition du Délégataire après inventaire effectué contradictoirement avant toute entrée dans les lieux, sont également qualifiés de biens de retour, y compris s'ils sont seulement utiles pour l'exploitation du service.

L'entretien, la réparation et le remplacement des biens de retour incombent au Délégataire qui supporte les dépenses correspondantes quelles qu'elles soient. À l'expiration de la convention, pour quelle cause que ce soit, les mêmes objets mobiliers, équipements et matériels appartenant à la Collectivité, ou ceux acquis par le Délégataire pour assurer leur renouvellement, doivent être rendus par ce dernier en bon état d'entretien et de fonctionnement, conformes à l'inventaire.

Le Délégataire est responsable de la garde et de la conservation des mobiliers et matériels ainsi que de tous autres objets appartenant à la Collectivité placés dans les locaux ou dans l'emprise foncière du camping (périmètre de la délégation).

Le mobilier et matériel obsolète qui sera enlevé par le Délégataire après accord expresse de la Collectivité, ne fait pas l'objet d'un retour en fin de délégation.

#### 3.3.2. *Biens de reprise*

Ils se composent des biens autres que les biens de retour, d'installations, mobiliers et matériels mis en place par le Délégataire. Ils seront repris en fin de délégation par la Collectivité. La valeur de rachat est fixée à l'amiable sur la base de la valeur nette

comptable. Ces biens appartiennent au Délégué jusqu'à la date d'expiration de la délégation.

### **3.3.3. Biens propres**

Ils se composent de biens utilisés pour l'exploitation du service public. Ils appartiennent en pleine propriété au Délégué et restent sa propriété en fin de contrat.

Le Délégué communique chaque année à la Collectivité un inventaire mis à jour des biens affectés au service et les documents portant sur les ouvrages (plans, notices, consignes, dossiers des ouvrages exécutés).

La mise à jour de l'inventaire et du système documentaire prend en compte, s'il y a lieu, les nouveaux ouvrages, installations ou équipements achevés à leur date de mise en service.

L'inventaire tenu par le Délégué fournit la liste complète des biens par catégorie d'ouvrages (génie civil, équipements, locaux techniques et administratifs, matériels) et par nature (biens de retour, biens de reprise, biens propres). Il comprend une description sommaire de chacun d'eux, leur localisation, ainsi que leur date de mise en service, leur date de renouvellement/ remplacement ou de réparation/ remise en état.

Le Délégué communique également l'inventaire comptable.

### **Article 3.4. — Travaux résultant des visites de sécurité**

Les travaux portant sur les bâtiments et indispensables à l'exploitation du site restent à la charge de la Collectivité.

### **Article 3.5. — Entretien et maintenance des biens**

Les prestations et travaux entrant dans le cadre du présent contrat comprennent toutes les opérations normales permettant d'assurer le maintien en état des installations jusqu'au moment où leur vétusté ou une défaillance rend nécessaires des travaux de remplacement.

Ces prestations comprennent également toutes les opérations de nettoyage permettant de garantir l'hygiène, la propreté des installations et de leurs abords. Il s'agit notamment des espaces verts, de la voirie, des clôtures...

Le Délégué est tenu de transmettre à la Collectivité la copie des rapports portant sur le contrôle ou la vérification des installations et de leur état dès leur réception.

Le Délégué est tenu également de faire toutes les réparations d'entretien, y compris celles relatives aux réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone, mais à l'exception des grosses réparations visées à l'article 3.6 - **Grosses réparations et renouvellement des**

biens ; Il doit aussi procéder, à ses frais, aux réparations nécessitées par des dégradations provenant du fait de la clientèle.

Aucun aménagement, ni aucune modification n'interviendra sans accord écrit de la Commune.

Il ne pourra non plus être procédé à aucun abattage d'arbres à l'initiative du Délégué, sans l'accord écrit de la Commune, en dehors des cas d'urgence rendant cet abattage nécessaire pour la sécurité des usagers. Sauf convention contraire, les produits d'abattage reviendront au délégué.

En cas de défaillance du Délégué, la Collectivité peut faire procéder aux frais et risques de celui-ci à l'exécution d'office des travaux nécessaires au fonctionnement du service, après une mise en demeure restée sans effet dans un délai de quinze (15) jours à compter de sa réception par le Délégué.

En cas d'urgence, ces travaux aux frais et risques du Délégué sont réalisés par la Collectivité sans délai, sans que le Délégué puisse obtenir une quelconque indemnité à cet égard.

#### **Article 3.6. — Grosses réparations et renouvellement des biens**

Le Délégué ne sera pas tenu d'assurer le renouvellement des installations suivantes, compte tenu de la durée du bail précaire :

- Les équipements hydrauliques,
- Les équipements électriques,
- Les équipements sanitaires,
- Les objets mobiliers et le matériel mis à disposition par la Collectivité.

Les renouvellements et grosses réparations concernant les autres équipements notamment la réalisation de travaux de grosses réparations des bâtiments d'accueil existants, telle que définies par l'article 605 et 606 du Code Civil (gros murs et couvertures entières) restent à la charge de la Collectivité sans que le Délégué puisse en exiger la réalisation.

A cet égard, le Délégué pourra solliciter la Commune pour une remise en état des terrains, notamment en cas d'intempéries.

Le Délégué est tenu de supporter, à toute époque et sans aucune indemnité ni réduction de redevance, tous travaux et modifications que la Collectivité serait amenée à exécuter dans le camping, soit de son propre chef, soit à la demande du Délégué.

Toutefois, sauf extrême urgence, la Collectivité s'efforcera d'exécuter ces travaux pendant la période de fermeture du camping, et de préférence en accord avec le Délégué.

Pour cela, et dans la mesure du possible, ces travaux feront l'objet d'un échange avec la Commune dans le dernier trimestre de l'année civile, de manière à lui permettre de préparer son budget annuel.

### **Article 3.7. — Les travaux de premier établissement**

Sous réserve de l'approbation expresse par la Collectivité des projets ainsi que des conditions financières de réalisation et de remise des ouvrages en fin de contrat, le Délégué peut établir à ses frais dans le périmètre de la délégation tous ouvrages qu'il jugera utiles dans l'intérêt du service délégué.

Ces ouvrages feront partie intégrante de l'affermage dans la mesure où ils sont utilisés par le service affermé. Ces équipements seront intégrés à l'inventaire prévu à l'article 3.3 - Tenue de l'inventaire du présent contrat.

Ils seront remis à la Collectivité en fin d'affermage dans les conditions définies au présent contrat.

## **Chapitre 4. — CONDITIONS D'EXPLOITATION**

### **Article 4.1. — Dispositions générales**

Le Délégué est responsable du bon fonctionnement du service et s'engage à assurer la sécurité des usagers et du personnel, ainsi que le bon fonctionnement des équipements.

Il s'engage à exploiter le service et les installations confiées en bon père de famille, à y consacrer tous ses soins de manière à lui conserver la clientèle qui lui est attachée, et même à l'augmenter dans toute la mesure du possible.

Le Délégué s'engage à mettre son expérience professionnelle et celle en matière de gestion de campings, au service de la Collectivité pour assurer :

- La bonne conservation de l'équipement public (immeubles et meubles) dont la gestion et l'exploitation lui sont délégués,
- Sa meilleure insertion possible dans l'environnement touristique de la Collectivité,
- Une meilleure approche des attentes de la clientèle, par rapport aux services, distractions et loisirs offerts sur le territoire de la Collectivité ou à proximité.

L'exploitation de la présente délégation se fera dans le respect et conformément aux lois et règlements en vigueur et notamment en matière de règles de sécurité.

A cet effet, le Délégué fait son affaire personnelle de l'exécution de tous les règlements administratifs et de police existants.

Il devra en outre se conformer à toutes injonctions qui pourront lui être faites par la Collectivité dans le cadre du présent contrat et des règlements en vigueur en ce qui concerne l'hygiène, la sécurité, la police.

Le Délégué s'engage à ne rien faire qui puisse troubler la tranquillité des lieux et du voisinage, ni apporter un trouble de jouissance quelconque ou des nuisances à qui que ce soit.

Et réciproquement, la Collectivité veillera à ce que le voisinage ne trouble pas l'exploitation du camping.

La gestion du camping confiée au Délégué comprend notamment :

- La communication et la promotion suffisante pour le meilleur remplissage possible,
- L'accueil des usagers et locataires,
- Le nettoyage de l'ensemble des bâtiments et sanitaires,
- La tonte et l'entretien des espaces verts,
- La perception des locations,
- Les états des lieux en début et fin de séjour,
- La perception de la redevance des usagers du camping,
- La gestion au quotidien des rapports avec les usagers et locataires
- La mise en place d'animations.

Le Délégué doit faire son affaire de l'obtention des autorisations nécessaires à l'exercice de ses activités y compris à l'exercice d'une activité de commerce de restauration rapide, de snack, de bar et d'épicerie.

#### **Article 4.2. — Obligation de qualité et de continuité du service**

Le Délégué s'engage à n'apporter aucun changement dans la destination des lieux délégués, et à n'effectuer, sauf dérogation par voie d'avenant à la présente convention aucune opération commerciale qui n'entrerait pas dans le cadre normal de l'exploitation d'un camping.

Le Délégué s'engage à accueillir courtoisement les usagers, à leur faciliter au maximum des conditions de séjour agréables, à faire régner le bon ordre et la bonne entente. Il doit

en outre régler lui-même les litiges susceptibles d'intervenir entre deux ou plusieurs occupants.

Le Délégataire s'engage à respecter les critères suivants :

- Un accueil chaleureux
- Une propreté des locaux et des emplacements irréprochables
- Une information précise et vraie sur le camping et les activités aux alentours,
- Un emplacement privatif soigné
- Un environnement valorisé et respecté
- Le maintien de la classification deux étoiles du camping.

Le Délégataire s'engage à assurer ou mettre en place une présence, ainsi que des niveaux de prestations ou de services, qui répondent au minimum à la classification 2 étoiles.

Le Délégataire s'engage à assurer une surveillance permanente du site pendant les périodes de fermeture.

En cas de force majeure plaçant le Délégataire dans l'impossibilité momentanée d'assurer les prestations de lui requises, il lui appartient, sur acceptation de la Collectivité au préalable, de désigner et de mettre en place une ou plusieurs personnes aptes à pourvoir à son remplacement et à assurer en ses lieux et places les fonctions et les responsabilités à sa charge ou lui incombant.

Il ne peut interrompre son exploitation, même partiellement, ni céder ou sous-traiter, tant à titre gratuit qu'à titre onéreux, tout ou partie de ses droits à l'exploitation du camping.

Toute dérogation à cette règle est subordonnée à la passation d'un avenant à la présente convention, dans les mêmes formes et selon les mêmes règles que ladite convention.

En particulier, le Délégataire qui désire, postérieurement à la signature de la convention, constituer une Société pour gérer le service qui lui a été délégué, devra préalablement solliciter l'accord de la Commune. Cet accord donnera lieu à la passation d'un avenant, comme dit ci-dessus, dès constitution effective de la Société.

#### **Article 4.3. — Périodes et horaires d'ouverture**

Les équipements doivent être ouverts du 1<sup>er</sup> mai au 15 octobre au minimum ; le Délégataire peut décider d'élargir la plage d'ouverture autant que bon lui semble.

Le Délégataire veille :

- En début de saison, à la mise en place opérationnelle du site avant l'ouverture, y compris son entretien et nettoyage, remise en route des installations ;

- En fin de saison, à la fermeture du site (fermeture des bâtiments, nettoyage complet des bâtiments, inventaire du mobilier et fournitures, regroupement des caravanes en hivernage, mise hors gel, etc.).

L'hivernage des installations (blocs sanitaires etc...), hormis les habitations légères de loisirs (HLL), aura lieu à partir du 16 octobre à l'initiative de la Commune, sans recours possible du Délégué. Un état des lieux sera effectué à cette occasion à la fin de la saison.

La mise hors gel des HLL sera de la responsabilité du Délégué qui en assurera le suivi et la surveillance durant tout l'hiver.

#### **Article 4.4. — Continuité du service**

Le Délégué est tenu d'assurer la continuité du service.

Toutefois, le Délégué est exonéré de sa responsabilité en cas d'interruption du service dans les cas suivants :

- **Pour les arrêts techniques programmés en accord avec la Collectivité,**
- Au cas où la fermeture serait prescrite par une autorité administrative pour un motif extérieur au Délégué, notamment par exemple pour défaut de commodité d'un ouvrage ou équipement dont la Collectivité est propriétaire,
- **En cas de force majeure**, définie comme toute circonstance ou fait extérieur aux Parties et indépendant de leur volonté, imprévisible ou inévitable, irrésistible ou qui ne peut être empêché par les Parties malgré tous les efforts et diligences raisonnablement possibles,
- En cas de réquisition pour nécessité absolue de tout ou partie des installations du camping (mise en œuvre du Plan Communal de Sauvegarde, gestion de crise, etc).

En dehors de ces cas, toute interruption pourra donner lieu à l'application de pénalités dues par le Délégué conformément au présent contrat.

#### **Article 4.6. — Accueil des personnes handicapées ou à mobilité réduite**

Le Délégué prend les mesures nécessaires pour organiser un accueil adapté aux personnes handicapées ou à mobilité réduite, dans les conditions légales et réglementaires en vigueur.

#### **Article 4.7. — Respect de la réglementation**

Le Délégué est réputé connaître les textes applicables à ses activités et à l'exploitation des établissements recevant du public dont relèvent les biens mis à sa disposition.

Le Délégué est tenu de suivre l'avis de la commission de sécurité dans la limite des obligations qui lui incombent en matière de maintenance, et de tenir à jour le registre de sécurité.

Le Délégué doit faire son affaire de l'obtention des autorisations nécessaires à l'exercice de ses activités y compris à l'exercice d'une activité de commerce, de restauration rapide, de snack, de bar et d'épicerie ; il doit notamment justifier de son permis d'exploiter un débit de boisson avant tout début d'activité.

#### **Article 4.8. — Règlement intérieur**

Le Délégué élabore un règlement intérieur pour le camping et le soumet à la Collectivité qui l'approuve. A défaut, le dernier règlement intérieur approuvé par la Collectivité demeure en vigueur et le Délégué est réputé l'avoir accepté.

Le Délégué s'engage à appliquer le règlement intérieur pendant toute la durée du contrat.

Le règlement intérieur détaille le fonctionnement global du camping et des différents espaces : les règles de vie (attitude, tenue vestimentaire, intrusion d'objets ou de substances illicites), les horaires d'ouverture et de fermeture, les recommandations de tout type et les comportements proscrits sur le site, les sanctions éventuelles qui peuvent être prises à l'encontre d'un usager, et toute autre disposition de nature réglementaire.

Il doit être affiché sur le site de manière visible.

#### **Article 4.9. — Personnel**

Le Délégué est tenu d'affecter à l'exécution du service le personnel qualifié et approprié aux besoins, conformément à la réglementation en vigueur.

#### **Article 4.10. — Conventions passées avec des tiers**

Le Délégué fait son affaire des démarches à accomplir en vue d'assurer la bonne marche du service, telles qu'abonnements à l'eau, à l'électricité...

Le Délégué prend toutes précautions utiles dans la conclusion de ses contrats de travaux, de fournitures et de services pour garantir la continuité du service et le meilleur rapport qualité/prix de ces prestations.

La Collectivité se réserve le droit de demander au Délégué de lui fournir une copie de tous les contrats passés pour l'exécution du service. Le Délégué informe la Collectivité, dans le cadre du rapport annuel, de l'ensemble des contrats de prestations conclus avec des entreprises tierces.

## **Article 4.11. — Responsabilités et assurances**

### **4.11.1 — Étendue de la responsabilité du Délégataire**

Dès la prise en charge des installations, le Délégataire est responsable du bon fonctionnement ainsi que de l'exploitation des installations et du service qui lui ont été confiés.

Tous les ouvrages, installations et équipements du site sont exploités par le Délégataire conformément aux dispositions réglementaires en vigueur dans le souci de garantir la continuité du service et la conservation du patrimoine de la Collectivité.

Le Délégataire est tenu de réparer les dommages aux personnes, aux biens causés par le fonctionnement du service et des ouvrages dont il a la charge conformément au présent contrat.

Il souscrit un contrat d'assurance en responsabilité civile en sa qualité d'exploitant. Le ou les assureur(s) du Délégataire garantissent ainsi toute responsabilité personnelle de la Collectivité.

La responsabilité du Délégataire s'étend notamment :

- Aux dommages causés par son personnel dans l'exercice de ses fonctions ou du fait de ses activités,
- Aux dommages causés aux usagers des ouvrages du service,
- Aux dommages causés par l'incendie, les vols, les bris de glace, les accidents causés par des tiers, les actes de vandalisme et les catastrophes naturelles au sens de la législation en vigueur.

La responsabilité résultant de l'existence des ouvrages (défaut de conception des ouvrages, troubles liés à la localisation des ouvrages, etc.) ou du défaut d'existence des ouvrages dont la Collectivité est propriétaire incombe à celle-ci. Le Délégataire est tenu de signaler à la Collectivité, par écrit et sans délai dès qu'il en a connaissance, tout risque de nature à mettre en jeu la responsabilité de la Collectivité.

### **4.11.2 — Assurances**

Le Délégataire s'engage à souscrire toutes polices d'assurance nécessaires à l'exploitation du service public délégué auprès de compagnies d'assurance notoirement solvables, afin de garantir sa responsabilité telle que définie à l'article précédent.

La responsabilité de la Collectivité ne saurait en aucun cas être engagée au titre des activités et missions confiées au Délégataire par le présent contrat.

Le Délégataire s'engage à fournir, dès leur souscription et au plus tard dans un délai de huit (8) jours suivant la remise des ouvrages et installations nécessaires à l'exploitation du service, les attestations d'assurances comportant les informations suivantes :

- Le nom de la compagnie d'assurance ;
- La nature des garanties souscrites (activités et risques garantis),
- La période de validité,
- Le montant des capitaux assurés,
- Les principales exclusions, les franchises et les plafonds de garantie ;
- La garantie de non recours contre la Collectivité,
- La qualité de tiers de la Collectivité.

La présentation de ces attestations d'assurance ne modifie en rien l'étendue des responsabilités assumées par le Délégataire.

Les franchises sont à la charge exclusive du Délégataire.

Les montants des polices d'assurance souscrite ne constituent pas une limitation de la responsabilité du Délégataire qui demeure responsable du montant global des sinistres mis à sa charge.

Le Délégataire souscrit en particulier des contrats de police d'assurance suivante :

- Assurance « responsabilité civile et professionnelle » : cette assurance a pour objet de couvrir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile du Délégataire, quel qu'en soit le fondement juridique, qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et des usagers à raison des dommages corporels, matériels et immatériels qui trouvent leur origine dans l'exécution de ses obligations.
- Assurance « dommages aux biens » : cette assurance est souscrite par le Délégataire pour son propre compte.

Elle a pour objet de garantir les biens confiés au Délégataire, valeur à neuf incluant les frais de remise en état, contre les risques suivants notamment : vol, bris de machine, de matériel informatique, de commande, incendie, explosion, risques électriques, tempête, grêle et neige, fumées, chutes d'appareils de navigation aérienne et d'engins spatiaux, mur du son, choc d'un véhicule terrestre, dégâts des eaux et autres liquides, effondrement, actes de vandalisme, événements naturels, catastrophe naturelle, etc..., pertes d'exploitation consécutives à l'un de ces événements.

- Assurance dommage-ouvrage (le cas échéant) : le Délégataire devra souscrire une assurance dommage-ouvrage pour les ouvrages qu'il pourrait être amené à édifier.

Le Délégué présente chaque année à la Collectivité, à la remise du rapport annuel, les attestations d'assurances correspondant aux polices qu'il a souscrites. Il doit également les transmettre sans délai sur simple demande de la Collectivité.

Le Délégué s'engage à communiquer à la Collectivité les modifications apportées aux polices d'assurances ayant un impact sur la couverture des risques.

Le Délégué doit notifier à la Collectivité, dans un délai maximum de huit (8) jours toute résiliation ou modification des conditions de garantie. La Collectivité pourra, si elle juge dans l'intérêt du service les nouvelles garanties insuffisantes, exiger de nouvelles garanties.

Dans l'hypothèse d'un sinistre affectant les installations ou ouvrages nécessaires à l'exploitation du service, les sommes versées par les compagnies d'assurance au Délégué seront affectées en priorité à la réparation et/ou au remplacement des ouvrages et installations endommagés.

#### *4.11.3 — Responsabilités et assurances de la Collectivité*

La Collectivité conserve la responsabilité liée à sa qualité de propriétaire des ouvrages et biens mis à disposition du Délégué. Elle demeure responsable de l'exécution des missions lui incombant en cette qualité, et notamment de la sécurité des bâtiments ainsi que des travaux incombant au propriétaire au sens de l'article 606 du Code civil. Elle est responsable des dommages causés aux tiers du fait de son propre personnel.

## **Chapitre 5. — DISPOSITIONS FINANCIERES**

### **Article 5.1. — Politique tarifaire**

Le Délégué communique à la Collectivité avant le 1<sup>er</sup> décembre de chaque année, les tarifs de base suivants :

- La redevance journalière par personne (adulte, enfant), par famille, éventuellement par animal,
- Le prix par emplacement (tente, caravane, camping-car)
- Le droit d'entrée des visiteurs,
- Le branchement électrique,
- La location des caravanes, Habitations Légères de Loisirs, tentes,
- Le garage mort
- Et autres droits existants,

à l'exception des ventes de restauration rapide, snack, bar, et épicerie et en général, tous produits mis en vente dans le cadre des activités ou service créés autres que l'hébergement.

Les tarifs de base HT et TTC pour l'année en cours sont définis à l'**annexe 4 — Grille tarifaire du présent contrat**, sur proposition du Délégataire et approuvés par la Collectivité le cas échéant lors de l'approbation du présent contrat.

Les montants hors taxes des tarifs de base seront affectés des taux de TVA en vigueur à la date d'exécution des prestations facturées.

Toute révision ou modification des tarifs de base est soumise à l'approbation préalable du conseil municipal de la Collectivité. A cet effet, le Délégataire présentera à la Collectivité sa proposition de modification, dûment motivée avec tous justificatifs utiles dont un projet de compte prévisionnel d'exploitation établi sur la base de la proposition de révision tarifaire.

La demande de modification ainsi que les pièces justificatives devront être transmises à la Collectivité pour validation par le conseil municipal, lors de la présentation du compte rendu annuel. Ils entreront en vigueur après validation pour la prochaine saison à venir.

Les tarifs devront être constamment affichés de manière très apparente à l'entrée ou dans le bureau d'accueil du camping.

Le Délégataire est, par ailleurs, tenu de se conformer à toutes les autres dispositions des lois et décrets relatifs à la réglementation, à l'affichage des prix et à l'étiquetage des denrées et marchandises, services fournis à la clientèle.

#### **Article 5.2. — Rémunération du Délégataire**

Le Délégataire tirera sa rémunération du produit des services vendus aux usagers sans qu'il ait à demander une quelconque participation à la Collectivité. A cet effet, il est autorisé à percevoir auprès des usagers les tarifs définis à l'**Article 5.1** destinés à rémunérer les obligations mises à sa charge.

#### **Article 5.3. — Redevance**

Le présent contrat est consenti et accepté moyennant le paiement en une fois d'une redevance, au profit de la Collectivité, d'un montant annuel de 3 000 Euros pour cet exercice 2023, en contrepartie des biens mis à la disposition du Délégataire.

Cette redevance sera réévaluée chaque année, à la date anniversaire de l'entrée en jouissance de la présente, en fonction de la variation annuelle, en plus ou en moins, de l'indice du coût de la construction publié par l'Institut National de la Statistique et des études Économiques. Pour le calcul de cette variation, il est expressément convenu que

l'indice de base à prendre en considération sera celui connu au trimestre de signature du présent contrat ; l'indice de référence sera celui du même trimestre des années suivantes.

En cas de non-paiement à une ou plusieurs échéances, les sommes produiront de plein droit intérêt au taux légal en vigueur, à compter du jour où elles seront dues, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure.

En cas de non-paiement, le Trésor Public prend toutes les dispositions légales pour recouvrir les sommes dues.

La redevance sera exigible, sur présentation du titre de recette correspondant, au 15 septembre de chaque année.

#### **Article 5.5. — Charges d'exploitation**

Le Déléataire assume et supporte l'ensemble des charges d'exploitation du service délégué et notamment :

- L'abonnement et la consommation en eau
- L'abonnement et la consommation d'électricité
- La consommation de tout autre fluide nécessaire à l'exploitation
- La redevance d'ordures ménagères
- L'éventuel abonnement internet
- Le téléphone fixe

Il est précisé que, d'une manière générale, l'ensemble des frais de contrôle liés au bâtiment (légionnelle, extincteur, contrôle électrique, visites de sécurité, barrière automatique, hotte aspirante, chauffage, etc.) restent à la charge de l'autorité délégante.

#### **Article 5.6. — Taxes : TVA, taxe de séjour, autres charges**

Le Déléataire fait son affaire de toutes les obligations fiscales, réglementaires et sociales liées à l'exploitation des équipements (notamment impôts, taxes de séjours, charges du personnel,...).

Le Déléataire est personnellement redevable, du jour de son entrée en jouissance, de tous les impôts, droits et taxes qui sont perçus au titre de l'exploitation du camping à l'exception de l'impôt foncier.

En outre, le Déléataire remboursera chaque année à la Collectivité le montant des taxes locatives frappant les locaux dont il a la disposition, notamment la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ou la redevance d'enlèvement des ordures ménagères qui lui sera facturée directement par la Collectivité.

## **Article 5.7. — Réexamen des conditions financières**

La Collectivité et le Déléataire conviennent de réexaminer ensemble les conditions financières du contrat (tarifs, redevances), dès lors que l'économie du contrat se trouverait significativement modifiée par rapport aux conditions initiales du contrat.

Si, dans les trois mois à compter de la date de la demande de réexamen des conditions financières présentée par l'une ou l'autre des Parties, un accord n'est pas intervenu, une commission composée de trois membres, dont l'un sera nommé par la Collectivité, l'autre par le Déléataire et le troisième par les deux premiers, statuera sur cette révision. Faute pour les Parties de s'entendre dans un délai de quinze jours sur la désignation du troisième membre, celle-ci sera demandée au président du Tribunal administratif. Il en sera de même pour les membres qui n'auraient pas été désignés par les Parties dans un délai de quinze jours à compter de l'expiration de la période de trois mois.

## **Chapitre 6. — CONTROLE EXERCE PAR LA COLLECTIVITE**

### **Article 6.1. — Objet du contrôle**

La Collectivité dispose d'un droit d'information et de contrôle permanent sur pièces et sur place, sur les conditions d'exécution du présent contrat par le Déléataire ainsi que sur la qualité du service proposé aux usagers.

Le Déléataire ne peut pas s'opposer à une demande de communication de documents en lien avec la délégation par la Collectivité délégante, sous peine de se voir infliger une pénalité prévue au présent contrat.

Elle peut, soit directement, soit avec l'assistance d'organismes extérieurs qu'elle désigne librement :

- Contrôler l'état des installations et des équipements,
- Vérifier que le Déléataire respecte les stipulations du présent contrat et les réglementations en vigueur qui s'imposent à lui,
- Demander que le Déléataire réponde à toute question en rapport avec le fonctionnement du service.

La Collectivité ne doit pas s'immiscer dans la gestion du service, sans préjudice des modalités de contrôle précisées ci-après.

### **Article 6.2. — Exercice du contrôle**

La Collectivité peut confier l'exécution du contrôle soit à ses propres agents, soit à des organismes ou personnes tiers qu'elle choisit. Elle peut, à tout moment, en modifier l'organisation. Les agents désignés par la Collectivité disposent des pouvoirs de contrôle les plus étendus tant sur pièces que sur place.

La Collectivité exerce son contrôle dans le respect des règles et réglementations en vigueur (vie privée, secret des affaires, droits de propriété intellectuelle et industrielle du Délégataire dûment justifiés par celui-ci). Elle doit veiller à la qualification et à la déontologie des personnes chargées du contrôle et s'assurer que le contrôle ne perturbe pas le bon fonctionnement et la sécurité du service. Le secret des affaires ne saurait être opposé à la Collectivité pour refuser la communication d'informations ou documents en lien avec l'exploitation du service confié ; la Collectivité étant alors tenue de s'assurer que les informations et documents ainsi recueillis ne seront pas divulgués à des tiers en violation du secret des affaires.

### **Article 6.3. — Obligations du Délégataire**

Le Délégataire facilite l'accomplissement du contrôle. À cet effet, il doit notamment :

- Autoriser l'accès des installations du service délégué aux personnes mandatées par la Collectivité ;
- Fournir à la Collectivité le rapport annuel et répondre à toute demande d'information de sa part consécutive à une réclamation d'usager ou de tiers ;
- Justifier auprès de la Collectivité des informations qu'il aura fournies, notamment dans le cadre du rapport annuel, par la production de tout document technique ou comptable utile et se rapportant directement au contrat ;
- Désigner un ou plusieurs représentants compétents pour répondre aux questions posées par la Collectivité.

Le Délégataire s'engage à répondre par écrit aux questions de la Collectivité et à lui transmettre les documents qu'elle aura demandés dans un délai n'excédant pas quinze jours à compter de la date de réception de la demande.

En cas d'entrave par le Délégataire à l'exercice du contrôle de la Collectivité, notamment en cas de refus de communiquer les pièces prévues au contrat ou de délais de réponse manifestement excessifs, la Collectivité peut appliquer une pénalité au Délégataire conformément au présent contrat.

### **Article 6.4. — Rapport annuel du Délégataire**

Le Délégataire remet à la Collectivité avant le 1<sup>er</sup> juin suivant l'année d'exploitation, un rapport portant sur la période d'exploitation permettant d'apprécier les conditions d'exécution du service public (comptes-rendus techniques et financiers) et comportant

également les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession ainsi qu'une analyse de la qualité des ouvrages ou des services.

Le rapport annuel du Déléataire respecte les prescriptions de l'article L.3131-5 du Code de la commande publique.

La Collectivité peut vérifier dans le cadre de son contrôle prévu au présent contrat, les informations contenues dans le rapport annuel du Déléataire, dont le défaut de production dans les délais ou l'insuffisance est sanctionné conformément au présent contrat.

#### **Article 6.5. — Rapport annuel du Déléataire : compte-rendu technique**

Il comprend :

- Les statistiques de fréquentation du camping : nombre de nuitées par type d'hébergement, taux d'occupation, origine de la clientèle,...
- Évolution prévisible de l'activité
- Actions de promotion engagées
- Nature et description des incidents rencontrés dans l'exploitation du service
- Recueil des avis et/ou plaintes des usagers
- Effectif du personnel, qualification et sa part d'affectation Descriptif des travaux d'entretien effectués sur le matériel et les équipements
- Modification ou nouveauté dans les moyens affectés à l'exécution du service
- Inventaire des biens mis à jour et qui comprend la liste complète des biens par catégorie d'ouvrages (génie civil, équipements, locaux techniques et administratifs, matériels) et par nature (biens de retour, biens de reprise, biens propres) ainsi qu'une description sommaire de chacun d'eux, leur localisation, leur date de mise en service et s'il y a lieu, les nouveaux ouvrages, installations ou équipements

#### **Article 6.6. — Rapport annuel du Déléataire : compte-rendu financier**

Le Déléataire remet à la Collectivité un compte d'exploitation annuel ; ce compte est assorti de commentaires décrivant les différences enregistrées par rapport aux prévisions et à l'exercice précédent.

Il comprend :

- L'ensemble des charges avec notamment charges de personnel, d'entretien, ...
- L'ensemble des recettes par type d'activité
- Le compte de résultat et bilan
- L'inventaire comptable des biens

## **Article 6.7. — Livres de commerce et comptabilité**

Le Délégataire tient une comptabilité régulière, et notamment une comptabilité analytique de son activité, en se conformant strictement aux règles prescrites en matière commerciale. Les livres de commerce et de comptabilité demeureront entre les mains du Délégataire, qui devra cependant laisser la Collectivité ou son représentant les consulter sur place si elle en fait la demande.

## **Chapitre 7. — GARANTIES, SANCTIONS, CONTENTIEUX**

### **Article 7.1. — Caution**

Avant l'entrée en jouissance prévue à l'Article 3.1, le Délégataire devra constituer une caution entre les mains de la Collectivité, d'un montant de 4 000 Euros pour la garantie de l'observation des obligations découlant du présent contrat et de toutes les sommes qu'il pourrait devoir à la fin de sa jouissance.

### **Article 7.2. — Sanction pécuniaire : Pénalités**

Faute de remplir les obligations qui lui sont imposées, le Délégataire pourra se voir infliger des pénalités par la Collectivité. Les pénalités pourront être prononcées dans les cas suivants :

**1/ Interruption du service non justifiée : 150 € par jour de fermeture injustifiée.**

**2/ Défauts d'entretien dûment constatés des équipements et installations mis à disposition :** le Délégataire sera redevable, à défaut de justifier de l'entretien ou de la remise en état lui incombant sous un délai de 15 jours suivants la mise en demeure notifiée par la Collectivité, du coût des dépenses d'entretien et/ ou de remise en état et/ ou de remplacement, réalisées par la Collectivité ou que celle-ci aura confiées à un tiers.

**3/ Absence ou retard de remise des documents sollicités par la Collectivité au titre du présent contrat, dont attestation(s) d'assurance :** le Délégataire sera redevable, après une mise en demeure dûment notifiée restée sans effet pendant un délai de 15 jours, d'une pénalité de 100 € par jour de retard. En cas de document incomplet, notamment s'agissant du rapport annuel, le Délégataire encourt la même pénalité jusqu'à la mise à disposition de l'ensemble des informations requises.

### **Article 7.3. — Sanction coercitive : la mise en régie provisoire**

En cas de négligences répétées du Déléгатaire, notamment en matière d'hygiène et de sécurité, en cas de fermetures injustifiées répétées ou d'interruption ou d'exercice partiel du service, ou en cas de faute d'une particulière gravité, le Maire, après consultation des services compétents, pourra prononcer la mise en régie provisoire aux frais du Déléгатaire.

La mise en régie provisoire est précédée d'une mise en demeure avec un préavis de 48 h sauf circonstances exceptionnelles nécessitant l'intervention immédiate de la Collectivité.

A défaut de réponse du Déléгатaire dans ce délai ou s'il refuse de prendre les mesures propres à assurer la continuité du fonctionnement du service, il y sera provisoirement pourvu par la Collectivité.

La mise en régie provisoire pourra aussi être effectuée de plein droit en cas de non-paiement de la redevance annuelle et le Déléгатaire est alors déchu après mise en demeure laissée infructueuse.

Après la mise en régie provisoire, la Collectivité examine les conditions dans lesquelles le service a été géré par le Déléгатaire et s'il peut être mis fin à la régie provisoire dans un délai prévisible et raisonnable.

Dans le cas d'une mise en régie provisoire un compte spécial est tenu par la Collectivité. Celui-ci permet à l'issue de la mise en régie provisoire de se faire rembourser par le Déléгатaire ou ses ayants-droits les sommes engagées par la Collectivité pendant la mise en régie provisoire et de reverser au Déléгатaire ou ses ayants-droits les recettes encaissées, diminuées de 10%.

Pendant la mise en régie provisoire, ainsi qu'à tout moment pendant la durée du présent contrat, le Maire au titre de ses pouvoirs de police, pourra, en cas de menaces graves à l'hygiène ou à la sécurité publique, prendre toute décision ou mesure urgente et requise par la situation, y compris la décision de fermeture temporaire de tout ou partie du camping. Ces décisions seront communiquées au Déléгатaire, en l'invitant à présenter ses observations le cas échéant préalablement aux décisions si la situation le permet. En cas de fermeture temporaire du camping décidée par la Collectivité, celle-ci devra indiquer au Déléгатaire la durée de la fermeture temporaire et/ ou les conditions à remplir pour permettre sa réouverture.

Les conséquences financières des défaillances du Déléгатaire resteront intégralement à sa charge.

En cas d'impossibilité de mettre fin à la régie provisoire, la déchéance du Délégué sera prononcée dans les conditions prévues au présent contrat.

#### **Article 7.4. — Sanction résolutoire : la déchéance**

La Collectivité peut prononcer la déchéance du Délégué dans les situations suivantes :

1. En cas de mise en régie provisoire, s'il apparaît à la Collectivité que le Délégué n'est pas en mesure de reprendre l'exploitation du service dans le respect des dispositions du contrat ;
2. En cas de défaillance du Délégué d'une particulière gravité, notamment en cas de mise en danger de la vie d'autrui, de non-respect des règles de sécurité ou d'interruption totale prolongée du service du fait du Délégué.

La déchéance est précédée d'une mise en demeure adressée au Délégué restée sans effet dans le délai imparti ; le délai imparti doit être raisonnable au regard des mesures de régularisation attendues de la part du Délégué.

La déchéance constitue une résiliation pour faute et n'ouvre aucun droit à indemnité pour le Délégué, à l'exception du paiement de la valeur nette comptable des biens de retour non amortis et remis à la Collectivité et des biens repris par celle-ci.

#### **Article 7.5. — Election de domicile**

Le Délégué fait election de domicile à l'adresse indiquée en tête du présent contrat.

Au cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification à lui adresser est réputée valable lorsqu'elle est faite au siège du camping.

Toute modification de la domiciliation sera portée à la connaissance de l'autre Partie.

#### **Article 7.6. — Jugement des contestations**

Les contestations et différends entre le Délégué et la Collectivité relatifs à l'exécution du présent contrat ou son interprétation, sont soumis au Tribunal administratif dans le ressort duquel se trouve située la Collectivité.

Préalablement à cette instance contentieuse, les deux Parties peuvent saisir le juge administratif dans le cadre de la conciliation institutionnelle prévue à l'article L.211-4 du Code de Justice Administrative.

## Chapitre 8. — FIN DU CONTRAT

### Article 8.1. — Continuité du service en fin de contrat et absence de clientèle propre

À la fin du contrat pour quelque motif que ce soit, la Collectivité, ou un nouvel exploitant le cas échéant, est subrogé(e) dans les droits et obligations du Délégataire.

La Collectivité a la faculté de prendre pendant les six derniers mois du contrat toute mesure qu'elle estime nécessaire pour assurer la continuité du service en réduisant autant que possible la gêne qui en résulte pour le Délégataire. Le Délégataire ne pourra prétendre à aucune indemnité du fait de ces mesures.

La Collectivité peut décider de poursuivre l'exploitation du service en gestion déléguée. Elle se charge alors d'organiser des visites des installations du service pour permettre à d'autres candidats d'en acquérir une connaissance suffisante, garantissant ainsi une égalité de traitement entre les candidats.

A l'issue du contrat, pour quelque motif ou cause que ce soit, le Délégataire ne saurait prétendre à une indemnité au titre de l'existence d'un fonds de commerce ; la clientèle du camping **Le Signal** étant attachée, non pas au Délégataire qui ne dispose pas de clientèle propre, mais au service public communal en cause et aux installations et dépendances du camping proprement dit relevant du domaine public de la Commune de NANTUA.

### Article 8.2. — Remise des installations en fin de contrat

A la date où le contrat prend fin, le Délégataire remet à la Collectivité l'ensemble des ouvrages et équipements du service. Tous ces biens doivent être en état de marche et d'entretien normal.

Six mois avant le terme du contrat, les Parties se rapprochent afin d'établir un état des lieux contradictoire et un état descriptif des prestations ou travaux de maintenance restant à réaliser par le Délégataire avant le terme du contrat.

Si la Collectivité et le Délégataire ne parviennent pas à un accord amiable, il est fait appel à un expert désigné par le Président du Tribunal administratif compétent, saisi à la requête de la partie la plus diligente. Il appartient au Délégataire de réaliser les travaux de maintenance (entretien, remise en état, réparation, remplacement...) lui incombant au titre du contrat et prescrits dans le cadre de cette procédure.

Faute pour le Délégataire d'y avoir pourvu avant l'expiration du présent contrat, la Collectivité est en droit, après mise en demeure, de réaliser ces travaux de maintenance

aux frais du Déléataire par prélèvement sur le montant du cautionnement prévu à l'Article 7.1. ; en cas d'insuffisance de la caution, le Déléataire sera redevable du montant des sommes dues et procédera à leur règlement dans un délai maximum d'un mois après réception des justificatifs adressés par la Collectivité ou du titre de recette émis correspondant.

Tout retard dans le versement des sommes dues donne lieu de plein droit, sans mise en demeure, à des intérêts de retard calculés au taux d'intérêt légal en vigueur.

Dans les cas où la Collectivité se trouverait dans l'obligation de procéder à des travaux de réparation ou d'entretien pour assurer la continuité du service à la fin du présent contrat ou que la Collectivité constate des écarts entre l'inventaire et les biens remis, les frais engagés sont mis à la charge du Déléataire.

### **Article 8.3. — Remise des plans, fichiers et des documents informatiques et RGPD**

#### *8.3.1 — Remise des plans, fichiers et des documents informatiques*

À l'expiration du présent contrat, le Déléataire remet gratuitement à la Collectivité l'ensemble des documents, fichiers et données informatiques relatifs à l'exploitation du service, sous réserve des données relevant de droits de propriété intellectuelle et dans le respect de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Lorsqu'ils ont fait l'objet de la constitution d'une banque de données numérisée, la remise des plans est effectuée à la Collectivité sous la forme numérisée normalement exploitable au moyen d'un logiciel disponible sur le marché ainsi que sur support papier.

En cas de défaut de remise des plans, ou de remise de documents périmés ou inutilisables, les dépenses nécessaires pour la création de nouveaux documents ou pour leur mise à jour seraient mises à la charge du Déléataire.

#### *8.3.2 — RGPD*

Le Déléataire et la Collectivité sont tenus au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du présent contrat. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

Sous réserve que le Déléataire soit qualifiable juridiquement de « sous-traitant » au sens du RGPD, les opérations de traitement de données à caractère personnel rendues nécessaires pour l'exécution des prestations objets du présent contrat sont définies ci-après.

Le Délégué s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier :

- la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et ses décrets d'application ;
- le règlement (UE) 2106/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

Il est précisé que le traitement de données à caractère personnel effectué le cas échéant par le Délégué pour le compte de la Collectivité (« responsable de traitement » au sens du RGPD), intervient dans les conditions suivantes :

La finalité poursuivie par ce traitement est de permettre à la Collectivité d'effectuer les opérations administratives et comptables liées au présent contrat (éditer les titres de paiement/ de recette, recueillir des informations sur la qualité du service public géré par le Délégué et les appréciations des usagers du service...).

Ces données sont conservées durant la durée nécessaire à l'exécution du contrat puis pour permettre à la Collectivité de s'acquitter de ses obligations légales en matière de durée d'utilité administrative, et de relancer une nouvelle procédure de consultation afin de confier la gestion du service à un tiers.

Le Délégué est tenu d'informer la Collectivité de toute difficulté dans l'application de la réglementation en matière de protection de données, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer.

#### **Article 8.4. — Reprise des biens**

À l'expiration de la durée normale du présent contrat, les biens de retour tels que définis à l'**Article 3.3 — Tenue de l'inventaire** reviennent gratuitement à la Collectivité.

La Collectivité, ou le nouvel exploitant, ont la faculté de procéder au rachat de l'ensemble des biens de reprise utilisés pour la gestion du service délégué et appartenant au Délégué sans que celui-ci puisse s'y opposer.

La valeur de rachat des biens de reprise est fixée à l'amiable sur la base de la valeur nette comptable de ces biens. Elle est payée au Délégué dans un délai maximum de trois mois suivant le rachat par la Collectivité ou le nouvel exploitant du service.

En cas de retard, le Délégataire peut réclamer le versement d'intérêts moratoires calculés au taux légal en vigueur.

#### **Article 8.5. — Personnel du Délégataire**

Un an avant la date d'expiration du présent contrat, le Délégataire communique à la Collectivité les renseignements non nominatifs suivants concernant les personnels affectés au service délégué :

- Niveau de qualification professionnelle ;
- Tâche assurée ;
- Temps d'affectation sur le service ;
- Convention collective ou statut applicables ;
- Ancienneté ;
- Montant total de la rémunération pour l'année civile précédente (charges comprises) ; existence éventuelle, dans le contrat ou le statut, d'une clause ou d'une stipulation pouvant empêcher le transfert du contrat de l'intéressé à un autre exploitant.

En cas de cessation du contrat de délégation ou de reprise du contrat par la Collectivité ou le nouveau Délégataire, il sera fait application des dispositions de l'article L. 1224-1 et suivants du Code du Travail. Le Délégataire devra également faire application de cette disposition lors de l'entrée en vigueur du présent contrat.

#### **Article 8.6. — Régularisation de TVA**

Si, à l'expiration du contrat, le Délégataire est amené à reverser au Trésor Public une partie de la TVA récupérée par la Collectivité au titre d'immobilisations faisant partie du service délégué, cette dernière rembourse au Délégataire les sommes correspondantes dans un délai de trois mois à compter de la réception d'une attestation indiquant notamment la date de réalisation de chacune des immobilisations concernées, le montant de la TVA récupérée par la Collectivité et la date de versement de cette TVA.

En cas de retard de remboursement, les sommes dues portent intérêts au taux légal en vigueur majoré de trois points.

#### **Article 8.7. — Résiliation pour motif d'intérêt général**

La Collectivité peut mettre fin au contrat avant son terme normal pour des motifs d'intérêt général.

La décision prend effet après un délai minimum de six mois à compter de la date de sa notification, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au lieu du domicile du Délégataire.

Dans ce cas, le Délégataire aura droit à une indemnité destinée à compenser le préjudice subi du fait de ladite résiliation et comprenant :

- Concernant les biens de retour, le Délégataire est indemnisé à hauteur des investissements non amortis,
- Concernant les biens de reprise que la Collectivité aura souhaité reprendre, la valeur de rachat est fixée à l'amiable sur la base de la valeur nette comptable,
- Les frais de résiliation anticipée des contrats qui lient le Délégataire à tout tiers et conclus pour assurer l'exécution normale du contrat (sauf reprise par le Délégant desdits contrats),
- Le montant des éventuelles indemnités de remboursement et/ou de résiliation anticipée des contrats de financements bancaires du Délégataire (sauf reprise desdits contrats par le Délégant),
- Une somme correspondant aux bénéfices prévisionnels escomptés par le Délégataire sur toute la durée restant à courir de la délégation, estimée sur la base de la moyenne des résultats courants avant impôts après neutralisation des éléments exceptionnels constatés au cours des deux derniers exercices, projetés sur la durée résiduelle du contrat et actualisés au taux de référence, à la date de la résiliation, de l'OAT (Obligation Assimilable du Trésor) 10 ans, majoré de 8% (800 points de base).

Dans l'hypothèse où la résiliation interviendrait avant la fin du deuxième exercice, la moyenne serait calculée sur l'ensemble des résultats d'exploitation hors produits **et charges exceptionnels connus du précédent exploitant**.

Déduction faite de l'ensemble des sommes dues par le Délégataire au Délégant et notamment les frais éventuels de remise en état des installations.

#### **Article 8.8. — Résiliation amiable**

A la demande de l'une ou l'autre des parties il pourra être décidé de la résiliation amiable du contrat dans les conditions financières prévues ci-après.

Le Délégataire aura droit au versement des sommes suivantes :

- Concernant les biens de retour, le Délégataire est indemnisé à hauteur des investissements non amortis,
- Concernant les biens de reprise que la Collectivité -aura souhaité reprendre, la valeur de rachat est fixée à l'amiable sur la base de la valeur nette comptable,

- Déduction faite de l'ensemble des sommes dues par le Déléataire au Déléant et notamment les frais éventuels de remise en état des installations.

#### **Article 8.9. — Documents annexes**

Sont ou seront annexés au présent contrat les documents suivants :

- Plan de situation, plan de situation cadastral, plan du site
- L'inventaire des équipements et ouvrages mis à disposition par la Commune
- Compte d'exploitation prévisionnel (à fournir par le Déléataire)
- Grille tarifaire année 1
- Procès-verbal de mise à disposition du site
- Attestations d'assurance (à fournir par le Déléataire)
- Le règlement intérieur (à fournir par le Déléataire ou à défaut, le dernier règlement approuvé).

Fait à Nantua, le 6 avril 2023

En deux exemplaires

Pour la Commune de NANTUA

Pour le Déléataire

Le Maire

Jean-Pascal THOMASSET